

Colombie - Cuba - Amérique latine
- Entretien de M. Jean-Yves le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "France
24"

(Paris, 28 juillet 2018)

Q - Bonjour Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons de votre voyage ? Vous visitez la Colombie et Cuba. On sait que vous avez eu des rencontres avec la juridiction spéciale de paix, l'organisme de justice transitionnelle qui est sorti des accords de paix entre les Farc et le gouvernement colombien. Vous avez rencontré le président élu, le ministre des relations étrangères et quelques autres personnalités. Quelle est votre message dans un contexte où le nouveau président a annoncé qu'il demanderait des changements aux accords de paix pour lesquels la France a eu des appuis très importants ?

R - Le président Macron souhaitait que je vienne saluer le nouveau président de Colombie avant sa prise de fonction, je le fais avec plaisir. Il souhaitait que je vienne ici, d'abord parce qu'il y a l'accord de paix et que, comme vous le savez, la France a toujours soutenu l'accord de paix qui fut, pour la Colombie, un moment historique.

En interne d'abord, pour commencer de vivre une situation pacifiée après 50 ans de conflits, de drames, de meurtres, d'agressions, d'incompréhensions et de violences. C'est aussi important pour la Colombie à l'extérieur, puisque cet accord de paix a donné à ce pays, une force, une réputation et un prestige international nouveau qui renforce la place de la Colombie, à la fois en Amérique latine mais aussi dans le monde entier. Je suis donc venu en parler avec le nouveau président pour dire aussi que la France continuait à soutenir cet accord de paix, parce que de notre point de vue, il est essentiel, non seulement pour l'avenir de la Colombie, mais aussi pour la lutte contre tous ces risques et ces menaces qui peuvent se dérouler dans d'autres pays. Avec le président colombien, nous nous sommes bien compris. Je n'ai pas eu le sentiment d'un président qui voulait remettre en cause ces accords, au contraire, j'ai senti de sa part, une volonté de mettre en oeuvre un processus de réconciliation nationale, pour faire en sorte que non seulement ces accords de paix règlent une partie de l'Histoire de la Colombie et sa place dans le monde, mais en même temps, permettent en interne, d'avoir une réconciliation nationale. C'est toujours un moment difficile. Je pense que la mise en oeuvre de la juridiction spéciale de paix que j'ai pu visiter hier contribue à ce processus. La France sera toujours en soutien aux acteurs qui veulent que l'accord de paix puisse devenir pérenne et permette à la Colombie d'assurer son avenir dans la sérénité et la paix. C'est ce que j'ai dit à mes interlocuteurs.

Mais la relation entre la France et la Colombie n'est pas uniquement liée à l'accord de paix, nous avons une relation très forte qui s'est manifestée dans le courant de l'année dernière par l'année croisée des relations entre la France et la Colombie, avec plus de 400 manifestations à la fois culturelles, scientifiques et sportives. Tout cela crée un lien, une force que nous voulons renforcer par la place des entreprises françaises ici en Colombie. Il y en a plus de 200

présentes, la France est le premier employeur étranger en Colombie. Il y a donc une histoire et aussi, beaucoup de perspectives d'avenir, ne serait-ce que par votre implantation, l'implantation de France24 ici et que la rédaction ait fait le choix de Bogota pour s'installer.

Q - Concernant Cuba, c'est la première visite d'un ministre des affaires étrangères là-bas depuis que M. Miguel Díaz-Canel a été désigné comme président. Quelles sont les raisons fondamentales de votre visite à Cuba ?

R - C'est un événement nouveau puisqu'il y a un nouveau président à Cuba et le président Macron souhaitait que je puisse aussi lui rendre visite. Il y a une relation importante entre la France et Cuba. Nous avons contribué à l'ouverture progressive de Cuba vers l'extérieur, nous avons aussi contribué au fait qu'il y ait un accord de dialogue et de coopération qui se soit créé entre l'Union européenne et Cuba. Je vais là-bas pour manifester notre volonté de poursuivre en ce sens, et d'aider les autorités cubaines à poursuivre leur mouvement qui est lent, mais qui est maintenant inscrit dans une logique et dans une dynamique que nous voulons conforter.

La France est très présente à Cuba par les investissements dans les infrastructures, dans l'hôtellerie, dans le tourisme, dans les échanges culturels qui sont très significatifs. C'est tout cela que je vais aller conforter lors de mon entretien avec le nouveau président M. Díaz-Canel.

Q - Concernant le Nicaragua, M. Ortega semble décidé à écraser la rébellion contre lui. L'OEA a voté une résolution, la France est membre fédérateur de l'OEA.

Quelle est la position du gouvernement français par rapport à ce qui se passe au Nicaragua en ce moment ?

R - La dérive est insupportable et la France condamne ces violences. La France interroge le président Ortega sur ses responsabilités, constater qu'il y a 300 morts depuis peu de temps dans des manifestations de répression organisées par le pouvoir central est inacceptable. Nous rejoignons complètement les positions de l'OEA sur la situation au Nicaragua et nous appelons à la sérénité, mais d'abord à l'arrêt des mesures de répressions initiées par le gouvernement et à la reprise d'un dialogue qui devrait s'engager pour aboutir à une relation pacifique. En tout cas, nous condamnons cette situation.

Q - Par rapport au Venezuela, l'autre grande crise en Amérique latine ?

R - Le Venezuela, c'est le drame absolu, car c'est à la fois une crise politique insupportable, une dérive autoritaire du président Maduro, et en même temps, une crise sociale et économique qui fait que les Vénézuéliens quittent leur pays. C'est en ce moment la seconde crise migratoire au monde après la Syrie, on en parle moins en dehors de l'Amérique latine, mais c'est une crise migratoire de la même ampleur, avec autant de détresse, de familles séparées, de gens qui vivent dans l'incertitude de leur destin et qui sont accueillis, tant bien que mal, dans les pays voisins. La Colombie y contribue beaucoup, puisqu'il y a plus d'un million de Vénézuéliens qui ont émigré sous la pression, parce qu'ils ne peuvent plus vivre dans leur pays, qui ont émigré en Colombie. Et je ne parle pas des autres pays.

La France n'a pas reconnu les élections qui se sont déroulées au Vénézuéla. L'Union européenne non plus. Et nous pensons qu'il faut des élections libres, des élections sous supervision internationale pour que les Vénézuéliens s'expriment vraiment pour leur avenir.

Nous pensons qu'en même temps, il est nécessaire d'aider les Vénézuéliens qui se trouvent réfugiés, par le Haut-commissariat aux réfugiés qui les aident. Et la France apportera ici, en Colombie, son soutien au Haut-commissariat aux réfugiés pour 500.000 dollars, somme que nous allons diligenter pour aider l'action en faveur des réfugiés en Colombie, puisque c'est ici qu'il y a le plus grand nombre de réfugiés vénézuéliens.

Mais cette situation ne pourra durer. Il faut que le président Maduro se rende compte de l'impasse dans laquelle il mène son pays, de la responsabilité historique qu'il a aujourd'hui en maintenant cette logique insupportable qui n'a aucun avenir.

Q - Le Mexique. Il y a un nouveau président qui vient d'être élu, M. Andrés Manuel Lopez Obrador, une figure pas facile à saisir, disons, difficile à prédire. Quelles sont vos perspectives avec le nouveau président du Mexique ?

R - C'est un moment important dans l'histoire du Mexique. L'arrivée de M. Obrador est un tournant historique dans la vie de ce pays. C'est la décision du peuple mexicain.

La France a, avec le Mexique, une très forte relation. D'abord parce que le Mexique est un grand pays, membre du G20, et que nous avons une relation historique avec les autorités mexicaines et avec le peuple mexicain, que nous allons poursuivre. Je vais me rendre prochainement au Mexique.

Nous avons établi avec ce pays ce que l'on appelle une alliance qui dépasse le partenariat, c'est beaucoup plus fort, puisqu'il y a une dimension économique mais, là aussi, une dimension culturelle, universitaire, scientifique que nous voulons poursuivre. Et nous aurons avec le président Obrador cette relation dès qu'il sera installé. Mais il est vrai que c'est un changement important. Il y a beaucoup de changements en Amérique latine en ce moment.

Q - C'est un changement historique, c'est comme cela que les Mexicains eux-mêmes le perçoivent.

R - Au Mexique, c'est un changement historique, effectivement.

Q - Parlons un petit peu de la relation entre la France et l'Amérique latine. C'est une relation de vieille date, elle vient de la religion française, des valeurs de la religion française, des Lumières. La France a 24 ambassades en Amérique latine, 250 alliances françaises, une quarantaine de lycées ou d'écoles françaises. Dans ce temps où l'on est un peu, en Amérique latine, entre l'isolationnisme de M. Trump et la percée commerciale et politique des Chinois,

comment voyez-vous le rôle de la France dans cette région où elle a, je dirais, des sympathies assez importantes ?

R - Il y a des sympathies historiques. Il y a un humus cumulé au cours des années, voire même des siècles, avec l'Amérique latine, y compris par les références que faisaient les fondateurs des indépendances en Amérique latine aux valeurs des Lumières et aux valeurs de la France.

Ces valeurs conservent leur actualité dans le contexte actuel où on voit au niveau international une espèce de détricotage systématique de ce qui a fait la vie en commun du monde depuis la fin de la guerre 39-45, au moment où finalement le monde s'était mis d'accord sur des modes de régulation, des modes d'action en commun, s'était mis d'accord pour privilégier le dialogue, la concertation, voire la confrontation mais dans des lieux prévus pour cela et non pas le rapport de force brutal. Cette période-là est en train de se terminer par la volonté américaine de revenir à un isolationnisme, à un rapport de puissance à puissance, uniquement du bilatéralisme, pays contre pays, pays avec tel pays, dans une logique qui n'est pas celle défendue par les Européens et par la France mais qui n'est pas non plus celle défendue par les responsables de l'Amérique latine qui ont toujours été favorables au multilatéralisme, c'est-à-dire à la construction de modes de gestion du monde qui soient régulées et qui soient le fruit de l'échange, du dialogue, voire de la confrontation, mais une confrontation qui aboutit à des textes.

Je pense en particulier au travail en commun très important que nous avons fait, la France et l'Union européenne, avec les pays d'Amérique latine pour le climat, qui est un sujet prioritaire pour les pays d'Amérique latine et sur lequel nous voulons continuer à travailler.

Je pense aussi à la volonté de régler l'ensemble des questions commerciales par des outils adaptés à ce fait et non pas par le rapport de force brutal. Cela crée une nouvelle dynamique.

Et si j'ai souhaité rencontrer des responsables de Colombie, de Cuba, demain du Mexique et bientôt le président Macron se rendra en Argentine pour le G20, cet objectif-là est porté par la France et il est aussi partagé par les pays d'Amérique latine.

Au-delà de cela, nous voulons donner à notre relation avec l'Amérique latine une nouvelle dynamique qui ne soit plus uniquement basée sur le passé, même si c'est très important de faire référence au passé, mais qui soit basé aussi sur la coopération universitaire qui est très forte - il y a beaucoup d'étudiants d'Amérique latine en France mais il y a aussi des étudiants français en Amérique latine -, la coopération scientifique, et puis la volonté d'investir en Amérique latine puisque la France est un des grands investisseurs dans l'ensemble des pays d'Amérique latine.

Q - Donc, on peut s'attendre à une prolongation de l'emphase de l'administration Hollande sous le gouvernement Macron par rapport à l'Amérique latine ?

R - Nous sommes dans cette logique-là et nous sommes dans la volonté de renforcer cette dynamique, même si c'est mon premier voyage ici depuis un an. Il y a eu d'autres urgences et

des crises majeures au niveau mondial qui ne me permettaient pas de venir plus vite. Mais, là, nous sommes dans une logique vraiment très constructive et très vertueuse.

Q - Monsieur Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France, merci beaucoup pour votre présence sur le plateau de France 24 en espagnol à Bogota. Nous vous remercions pour cet entretien./.